

Comité Ethique du Fonds Nouvelle Stratégie 50 du 29/02/2024 et du 19/03/2024
Secteur : Banque et services financiers

« *Tout est lié* ». De même que nos achats de consommateurs (consomm'acteurs, entend-on parfois) façonnent l'économie -ici et au plan mondial-, peu ou prou, le financement des activités humaines modèle le « visage » de l'économie qui caractérise nos sociétés. De fait, les acteurs du secteur considéré endossent leur **Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE)** effective en soutenant (ou pas) tel ou tel client, en leur donnant les moyens de développer (ou pas) tel ou tel projet. Autrement dit, leur demander des comptes en la matière ne se limite pas aux politiques conduites dans les seuls « murs » des agences bancaires et de leurs sièges sociaux ! Cette idée motivait, dès sa création en 1992, quelques pionniers de la banque et de la gestion de fonds réunis sous l'égide de l'initiative finance du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ([Unep-Fi](#)) qui a enfanté les [PRI](#) (principes onusiens pour l'investissement responsable).

Ainsi, être une banque engagée ne se cantonne pas aux seuls défis climatiques liés à leurs sites, l'empreinte carbone liée aux activités de financement et de service bancaire est éminente et le résultat, consubstantiel à ce secteur. Ce point, axé sur l'effet de serre (voire, plus largement [la nature](#)) est désormais l'un des « [marronniers](#) » de l'actualité. Comme le défi climatique a été précédemment développé dans notre [communication économique et financière de décembre 2020](#), nous n'y reviendrons pas, préférant pointer des [aspects](#) aussi pertinents, mais moins mis en exergue ces derniers temps. Fondamentale, citons leur indispensable co-opération contre le blanchiment (qui va souvent de pair avec la corruption) ; et, en matière d'éthique, il faut considérer la rémunération du risque : est-ce que ce sont bien ceux qui les prennent qui en récoltent les fruits, comme le souligne notamment le Père E. Perrot, dans notre dernier [Entretien E&I](#).

A cette aune, notamment, le modèle de Banque universelle interroge. Profitant d'un [contexte économique et réglementaire favorable](#), ce modèle s'est imposé, avec *in fine*, une tendance lourde : s'éloigner de leur fonction première de financement de l'économie dite « réelle », au service d'un « [bien vivre](#) » en quelque sorte. D'où le biais de la « [financiarisation](#) » effrénée du monde *a contrario* dénoncé. Cette tendance, encouragée par la mise en place de la déréglementation en Europe, entraîne un développement de l'innovation financière peu contrôlé et une focalisation des banques sur leurs métiers les plus rémunérateurs. Aujourd'hui, cette Banque universelle qui combine un sein d'un même établissement, des activités de banque de détail, de banque d'investissement, de banque privée, de gestion d'actifs, d'assurance-vie, de conseils financiers, etc. pose question, en particulier en termes d'impact et de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), de conflits d'intérêts et de risque systémique.

A fortiori donc, vus la gamme d'activités de ces poids lourds conformes au modèle de Banque universelle et la taille très importante qu'ils ont pu atteindre par le jeu des concentrations successives, il est essentiel que ces agents s'attachent à déployer la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) au-delà de leur propre personne morale. C'est-à-dire, une vision de leur propre RSE étendue à leurs portefeuilles d'investissement, aux prêts octroyés et aux produits financiers proposés. Dans cette perspective, être dotée d'un Code de conduite robuste et scrupuleusement respecté fait partie, à nos yeux, des facteurs-clés d'une gouvernance responsable digne de ce nom. D'où [notre interpellation](#), à l'occasion de la Semaine de la Finance Responsable, à propos d'un cas d'école : BNPP et l'un de ses clients historiques, Altice.

Autre initiative, initiée sous l'égide notamment de l'Unep-Fi et des PRI - à savoir, un projet visant à clarifier les obligations et les devoirs des investisseurs concernant l'intégration des questions ESG dans les pratiques d'investissement et de la prise de décision. Le [rapport final du projet rendu en 2019](#) a conclu que les obligations fiduciaires modernes des investisseurs exigeaient la prise en compte d'une série de mesures concrètes comme celle

d'intégrer des facteurs ESG financièrement significatifs dans la prise de décision d'investissement, de même que les préférences des bénéficiaires/clients en matière de durabilité. Autre proposition notable : l'importance de la posture d'actionnaire actif de la part des banques et sociétés de gestion, et donc, l'exigence des normes élevées de performance ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) qu'elles devraient avoir à cœur de porter dans les entreprises ou autres entités avec lesquelles elles sont en affaire, en les accompagnant et soutenant vigoureusement.

Cet ensemble d'initiatives et d'études reflète une évolution de fond : les acteurs du monde bancaire se doivent de propager *via* la conduite de leurs activités, une politique de Responsabilité Sociale et Environnementale ambitieuse. Le développement durable fait partie des enjeux majeurs de nos sociétés et chacun des acteurs a sa part de responsabilité dans la recherche d'une société plus juste, plus inclusive, plus respectueuse de l'environnement et de ses ressources. Face à ces défis communs, les banques, à travers leurs services et conseils financiers (prêts, gestion de fonds....) remplissent [un rôle singulier](#), majeur.

Conscients de ces dimensions, nous avons statué à propos des entités ci-dessous :

Tableau des décisions

| Entreprises | Décisions | Entreprises | Décisions | Entreprises | Décisions |
|----------------------|-----------------|----------------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------|
| BNP Paribas | Exclure | Intesa Sanpolo SpA | Conserver | UniCredit SpA | Ne pas intégrer |
| ING Groep NV | Ne pas intégrer | Erste Group Bank AG | Exclure | HSBC | Ne pas intégrer |
| AIB | Intégrer | KBC | Intégrer | BBVA | Intégrer |
| Société Générale | Ne pas intégrer | Jyske Bank A/S | Ne pas intégrer | Standard Chartered | Ne pas intégrer |
| ABN AMRO | Exclure | Nordea Bank Abp | Intégrer | FinekoBank | Intégrer |
| Banco de Sabadell SA | Ne pas intégrer | Skandinaviska Enskilda Banken AB | Ne pas intégrer | Svenska Handelsbanken AB | Intégrer |
| Banco Santander | Ne pas intégrer | Mediobanca BCF SpA | Conserver | Swedbank AB | Ne pas intégrer |
| CaixaBank SA | Intégrer | DNB Bank ASA | Ne pas intégrer | | |
| Crédit Agricole | Conserver | Lloyds Banking Group Plc | Ne pas intégrer | | |

Relevé des décisions pour le fonds Nouvelle Stratégie 50 (NS50)

Nous avons conservé :

Crédit Agricole En matière d'impact, les engagements **NZBA**¹ et la politique d'exclusion sont robustes et font l'objet d'une bonne transparence. La cybersécurité est bien gérée et la conformité est en progrès. Gestion très positive du domaine social.

¹ **NZBA** : *Net Zero Banking Alliance*, programme lancé en avril 2021 dans le cadre de l'Unep-FI ; les banques signataires s'engagent à aligner leurs investissements et portefeuilles sur l'objectif zéro émission nette d'ici 2050, avec un objectif intermédiaire pour 2030 ou plus tôt, en utilisant des lignes directrices communes.

Intesa Sanpolo SpA Très peu d'investissements dans les fossiles mais transparence à améliorer. En matière sociale, intérêt pour les microcrédits et les groupes sociaux vulnérables. Programme anticorruption solide avec formation des employés et mise en place d'un système de dénonciation.

Mediobanca BCF SpA Mise en place d'un comité ESG et prise en compte de critères ESG dans la rémunération des dirigeants. Diminution des émissions financées de 35 % et élimination du charbon d'ici 2030. Amélioration de la diversité des effectifs. Entreprise à soutenir dans sa progression.

Nous avons intégré :

AIB Bonne éthique des affaires (formations blanchiment et accessibilité client). Engagement **SBTi**² 1°5 validé. Politique claire d'exclusion mise en place. Formations pour éliminer les risques liés à la cybersécurité. Maîtrise des fournisseurs à risques.

CaixaBank SA En matière d'impact, les ambitions sont positives (engagements **NZBA** robustes), mais politique d'exclusion encore permissive. Pilier social et client très positifs. Encore beaucoup de controverses. A encourager.

KBC En matière éthique : marketing responsable, sensibilisation des employés aux risques cyber et code de conduite global. Pour l'environnement, politique d'exclusion du charbon et des services financiers liés aux nouveaux champs pétroliers et gaziers. Bonne politique sociale et de diversité malgré un turnover élevé. Reporting très complet.

Nordea Bank Abp Objectifs environnementaux solides. Exclusion stricte du charbon et des énergies fossiles non conventionnelles. Forte diminution de l'exposition aux fossiles. Objectifs sectoriels bien définis. Bonnes initiatives pour l'inclusion financière. Bon niveau de satisfaction des collaborateurs. Quelques controverses.

BBVA Pas de comité RSE mais prise en compte des critères RSE de performance pour la rémunération des dirigeants. Des engagements environnementaux robustes **SBTi** et **NZBA**. Bon reporting. Bon pilier social et effort sur la diversité.

FinekoBank Un comité ESG dédié. Peu d'informations concernant les engagements environnementaux, sauf la neutralité carbone pour 2050. Pilier social plus positif : politique de rétention en place, engagement des collaborateurs élevé, plans de formation et de diversité. A encourager dans sa progression.

Svenska Handelsbanken AB Pas de comité ESG. Engagement **NZBA** et **SBTi** mais les engagements **O&G**³ et charbon sont moyens. Les financements des fossiles restent très faibles. Piliers Parties prenantes et Ethique des affaires très solides.

Nous avons exclu :

BNP Paribas En matière d'Environnement, opacité sur les exclusions. Ne communique que sur les scopes 1 et 2 et sur les déplacements professionnels pour son pilier 3. Sur le pilier social la formation est faible par rapport au secteur et il y a beaucoup de controverses éthiques, notamment des controverses de niveau 3 concernant les droits humains au Soudan et au Rwanda.

² **SBTi** : *Science Based Targets* est une initiative issue du partenariat créé en 2015, entre le Carbon Disclosure Project (CDP), le Pacte mondial des Nations unies, le World Resources Institute (WRI) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) pour l'accompagnement des entreprises. Elle délivre des lignes directrices, des critères et des conseils aux organisations privées comme publiques, dans le but de réduire leur empreinte carbone et leurs émissions de GES (gaz à effet de serre).

³ **O&G** : gaz et pétrole

ABN AMRO Engagement positif sur l'exposition aux secteurs énergie et immobilier. Pilier social très positif. Mais beaucoup de controverses dont certaines graves (en matière fiscale et blanchiment)

Erste Group Bank AG Manque total de communication et de transparence sur les engagements en matière d'environnement. Des actions positives sont mises en place sur le pilier social et dans la lutte contre la corruption.

Nous n'avons pas intégré :

ING Groep NV Objectifs environnementaux dans la moyenne. Efforts importants sur le renouvelable. Manque d'informations sur le social. Intérêt sur l'inclusion du handicap. Des controverses sur la fiabilité et la sécurité des données, sur le blanchiment et sur l'impact social et environnemental.

Société générale Indicateurs et objectifs en progression. Politique sociale positive. Encore énormément de controverses. Evolution à suivre.

Banco de Sabadell SA Opacité sur les investissements. Opacité sur le pilier social. Licenciements continus peu transparents.

Banco Santander Objectifs **NZBA** (cf note bas de page précédente) sans ambition. Plan de sortie du charbon très permissif. Beaucoup de controverses dont fiscales et de cybersécurité importantes. A signaler : un pilier social très positif.

Jyske Bank A/S En matière d'environnement, manque d'objectifs clairs sur les émissions et rien sur les enjeux de biodiversité. Actions intéressantes pour l'inclusion financière des personnes en difficulté. Protection des lanceurs d'alerte insuffisante.

Skandinaviska Enskilda Banken AB Action forte en environnement sur le financement des énergies fossiles. Taux de satisfaction des collaborateurs élevé. Faiblesse sur la cybersécurité et des controverses graves (polémiques sur l'arbitrage sur les dividendes et blanchiment)

DNB Bank ASA Pas de comité ni de critères RSE dans la rémunération des dirigeants. Pas d'engagement **NZBA** (cf note bas de page précédente) et objectifs environnementaux non respectés.

Lloyds Banking Group Plc Bon niveau de déploiement de la RSE. En avance sur le financement de la transition. Bonne politique sociale, mais trop de controverses notamment éthiques (corruption). A revoir ultérieurement.

UniCredit SpA Les engagements environnementaux ne sont ni robustes, ni clairs. Beaucoup trop de controverses.

HSBC Beaucoup d'engagements mais il faut attendre les résultats. Un nombre incalculable de controverses dans tous les domaines. Changement d'actionnaires, vaste plan de restructuration annoncé : à suivre et revoir.

Standard Chartered Objectifs environnementaux moyens. Manque d'informations sur le pilier social. A revoir ultérieurement.

Swedbank AB Comité ESG en place. Engagement **NZBA** moyen. Pas d'exclusion totale des nouveaux projets O&G, ni de sortie formalisée du charbon. Poursuite de financements dans les fossiles. Amélioration à faire dans la sécurité des données.